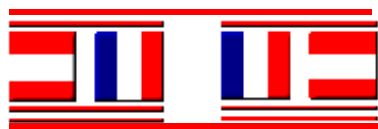


Les Balkans de l'Ouest: Nouveaux défis pour l'Union Européenne



Quelles conditions pour une coopération plus étroite avec l'UE?



Centre Franco-Autrichien pour le
Rapprochement en Europe

Compte-Rendu de Conférence

○○○ Dix ans après les accords de Dayton, qui ont mis fin aux affrontements en Bosnie, six ans après la guerre au Kosovo, et cinq ans après la chute de Slobodan Milosević à Belgrade, les Balkans de l'Ouest retrouvent une stabilité toute relative et se mettent à penser 'Europe'. C'est dans ce contexte encore fragile que le Centre Franco-Autrichien a choisi d'organiser une Conférence Internationale en Croatie consacrées aux perspectives européennes des Balkans de l'Ouest.



Ces dernières années, les objectifs du **Centre Franco-Autrichien** furent guidés par le souhait d'accélérer le processus d'adhésion des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale à l'Union Européenne. C'est dans cette démarche que fut organisée en 1999 à Vienne une première table-ronde sur les Balkans. Six ans après, le 'besoin d'Europe' se fait toujours plus pressant dans cette région au passé tragique, mais les réponses tardent parfois à venir. Organisée par le Centre Franco-Autrichien en étroite collaboration avec l'**Institut Français des Relations Internationales** (IFRI), la Conférence Internationale d'Opatija entendait se faire l'écho de ce 'besoin d'Europe' dans les Balkans de l'Ouest, tout en mettant l'accent sur ce que l'Europe, y compris, donc, la France et l'Autriche, aurait également à gagner d'une meilleure coopération avec les pays de la région.

La conférence, qui s'est déroulée autour de 6 tables-rondes, a rassemblé une trentaine de responsables politiques et économiques du plus haut niveau et d'experts de la région issus de 9 pays européens et des Balkans de l'Ouest. Parmi les invités de marque figuraient notamment **Mme GABRIĆ**, conseillère du Président de la République de Slovénie, **Mme MAROVIĆ**, conseillère au Ministère des Affaires étrangères de la Croatie, **S.E.M. KREID**, Ambassadeur et Directeur Général de l'Initiative Centreuropéenne, et **M. FRANOVIĆ**, Président du Comité d'Helsinki pour les Droits de l'Homme. La Conférence, à laquelle assistait une cinquantaine de personnes, a également été suivie par le journal indépendant serbe B92. Enfin, dans la soirée du lundi 4 juillet, les participants à la Conférence ont été conviés à une réception donnée par **M. GAVRILOVIĆ**, Consul Honoraire d'Autriche à Rijeka.

Le Secrétaire Général du Centre Franco-Autrichien, **S.E.M. JAN-**

Conférence Internationale,
Opatija, le 4 juillet 2005

Sommaire

Compte-rendu de la Conférence 1

En savoir plus...

Carte politique 2

Carte ethnique 2

Le Sommet de Thessaloniki 3

Le Processus de Stabilisation et d'Association 4

L'initiative Centreuropéenne 4

Le point sur les relations entre l'UE et les Balkans de l'Ouest 5

Liens web utiles 6

www.oefz.at

KOWITSCH, a ouvert la Conférence en faisant valoir l'importance cruciale des relations entre l'Union Européenne et les jeunes démocraties d'Europe du Sud-Est. Selon lui, les perspectives d'intégration formulées par l'UE lors du Sommet de Thessaloniki en 2003, ne sauraient en aucun cas être remises en cause par la récente crise relative à l'adoption d'une Constitution Européenne. En effet, dans les Balkans de l'Ouest, au cœur d'une Europe du Sud-Est encore fragile, l'Union Européenne ne peut oublier sa mission fondamentale et l'essence même du projet européen qui la justifie : Transformer des territoires qui jadis s'entredéchiraient, en terres de paix prospères et unies. Le défi est grand, a concédé **S.E.M. JANKOWITSCH**, mais il est à la mesure des aspirations européennes. En Bosnie et au Kosovo, il incombe notamment à l'Union d'user de son *soft power* pour initier les changements nécessaires, et non d'entretenir un interminable statu quo ou une certaine forme de néo-colonialisme. Cette logique d'intégration est souhaitable tant pour l'Europe, que pour les jeunes démocraties de la région. Sans les Balkans de l'Ouest, a remarqué **S.E.M. KNITEL**, ancien Ambassadeur d'Autriche en Croatie, l'Union Européenne demeurerait d'ailleurs un projet *inachevé*. L'Autriche, qui occupe une place particulière au cœur de l'Europe, et qui entretient d'excellentes relations avec les états des Balkans occidentaux, le sait d'ailleurs très bien : En 1992, alors qu'elle s'apprêtait à intégrer l'Union, elle s'est posée en trait d'union entre les Membres fondateurs et cette Europe plus jeune et plus fragile. Bien-sûr, cela ne dispense aujourd'hui ces états de prendre leurs responsabilités en matière d'Etat de Droit et de coopération avec le Tribunal Pénal International de Yougoslavie notamment. Mais, a précisé **S.E.M. SAINT-PAUL**, Ambassadeur de France en Croatie, l'Union Européenne joue sans doute dans la région une partie de sa crédibilité, et la Croatie, la Serbie-Monténégro, la Macédoine (ARYM), la Bosnie-Herzégovine (BiH) et l'Albanie jouent quant à elles leur stabilité. En ce sens, une meilleure coopération entre l'UE et ces états est plus que souhaitable, elle est vitale.



La première table-ronde s'est attachée à comprendre les faiblesses démocratiques des régimes balkaniques. Selon **M. KRULIĆ**, historien, c'est la peur de devenir une minorité, apparue vers 1990 quand le concept de *minorité* remplaça celui de *peuple*, qui a constitué un motif essentiel, voire la raison fondamentale du conflit en Yougoslavie. Aujourd'hui, cette peur est toujours très forte au Kosovo, mais, pour des raisons de crédibilité politique, il est difficile d'agir dessus. La preuve du mépris que manifestent bon nombre d'ex-yougoslaves, Serbes, Croates ou Musulmans, à l'égard de la chose politique a été apportée par **M. SIMAC**, expert auprès de la Commission Européenne pour le développement technique de la région, au cours d'un exposé plutôt pessimiste révélant les multiples sources d'incompréhensions au sein



des populations d'ex-yougoslavie. Cependant, les disfonctionnements démocratiques et politiques internes aux Balkans de l'Ouest trouvent également des causes exogènes en la faiblesse démocratique qui affecte de plus en plus les démocratie de la (vienne) *Europe ordonnée* (faible participations aux élections, poussée des nationalismes...). Bien-sûr, l'Union n'est pas parfaite, mais sa difficulté à s'imposer comme un modèle dans les Balkans de l'Ouest devrait soulever quelques questions. Cette difficulté, **M. LUCIĆ**, Président du Centre pour les Elections libres et la Démocratie, l'a illustrée : En Serbie, la scène politique est très polarisée, avec un fort dualisme entre les partis pro- et anti-démocratiques, et plus de 25% des électeurs auraient de la sympathie pour des partis non-démocratiques. Or, l'absence de stratégie commune entre les partis pro-démocratiques, que pourrait toutefois in-

carner l'UE, rend difficile l'éveil démocratique. **M. FRANOVIĆ**, Président du Comité d'Helsinki pour les Droits de l'Homme, estime en outre que la démocratie dans les Balkans de l'Ouest devrait être protégée par l'instauration de nouvelles Constitutions permettant de rompre avec les régimes dictatoriaux précédents. Le soutien de l'UE dans cette tâche entre autres, selon lui, est très important.

La seconde table-ronde s'est ensuite attachée à comprendre les dimensions sociales et économiques des systèmes balkaniques. **M. GYÖRGY**, Directeur de l'Association des Syndicats Hongrois, et **M. NACHTNEBEL**, Secrétaire international de la Fédération des Syndicats Autrichiens, ont tour à tour expliqué leur expérience du processus d'intégration et de transition. **M. GYÖRGY** a également félicité le Centre Franco-Autrichien pour l'organisation d'une précédente Conférence à Vienne sur le thème du « *Droit, Démocratie, et économie de marché* », et s'est prononcé pour que l'expérience, appliquée aux Balkans de l'Ouest, soit bientôt renouvelée. Au sujet des conditions d'intégration, **M. GYÖRGY** a mis en garde : l'Union Européenne, a-t-il poursuivi, est un corps imparfait, mais évolutif et perfectible. L'effort de remise en question et d'adaptation ne peut, par conséquent, incomber qu'aux seuls Balkans de l'Ouest.

Les troisième et quatrième tables-rondes ont permis de faire le point sur l'état des relations entre les Balkans de l'Ouest et l'UE, et sur les formes de coopérations régionales et le rôle des institutions. **Mme MILIVOJEVIĆ**, présidente du Comité de l'intégration européenne au Parlement Serbe, a souligné qu'il est nécessaire d'établir en Serbie un meilleur contrôle de l'exécutif par le Parlement. Des textes de lois, récemment mis en œuvre, devraient améliorer les choses. Très optimiste, **M. HADZIKADUNIĆ**, Porte-parole de la Direction de l'Intégration Européenne au Conseil des Ministres bosniaque, a tenu à relever tous les progrès en terme de *nation-building* réalisé par la BiH. Les Accords de Dayton, selon lui, appartiennent au passé, alors que la perspective d'une future adhésion est désormais le principal vecteur de réformes. Le cas de la Croatie et de la ARYM, qui ont signé les Accords de Stabilisation et d'Association avec l'UE, est en ce sens observé avec le plus grand soin dans les anciennes républiques yougoslaves. Malheureusement, il est à déplorer, selon **M. RUPNIK**, Directeur de recherche au CERI-Sciences-Po, que l'élargissement de l'UE aux Balkans de l'Ouest, avec tout ce que cela comporte d'aides et de communication, ne soit pas perçu comme une priorité à Bruxelles. Les relations entre l'UE et la BiH ou le Kosovo ne doivent pas s'engluer dans un éternel statu quo de quasi-protectorats a-t-il averti, car la mission de l'UE est incompatible avec le néo-colonialisme. Pour éviter ce possible glissement, il est de la responsabilité de l'Union de se mobiliser et de remettre en question sa dynamique d'élargissement en rapprochant le Centre de la périphérie, et non plus l'inverse. La crédibilité de la PESC, fruit de la volonté de l'UE à stabiliser la région, est en jeu. **M. RUPNIK** a conclu par quelques conseils pratiques adressés à L'UE : Ne pas baisser le budget de l'Union pour cette région, assouplir la politique de visa, et découpler les questions d'élargissement à la Turquie et aux Balkans qui sont en tout point différentes. Cet enjeu de crédibilité de l'Union a également été évoqué par **M. HÖLL**, Directeur de l'Institut autrichien de Politique Internationale, de même qu'une échéance -7 ou 8 ans-, après quoi, l'Union, tout comme les Balkans de l'Ouest, ressortirait perdante de ce défi. L'importance des coopérations régionales dans la normalisation des relations a par ailleurs été confirmée par **S.E.M. KREID**, Ambassadeur et Directeur général de l'Initiative Centreuropéenne. Cette coopération régionale ne doit pas se limiter aux seules ex-Républiques de Yougoslavie, mais peut englober des états d'Europe Centrale, a noté **M. HAJDU**, Conseiller scientifique au Centre des études régionales de l'Académie hongroise des Sciences.



S.E.M. Jankowitsch, Secrétaire Général du CFA et S.E.M. KNITEL, Ambassadeur d'Autriche

La cinquième table-ronde fut l'occasion d'étudier l'image de l'Union Européenne dans l'opinion publique et inversement. **M. TODORIĆ**, Conseiller au Bureau de l'intégration européenne de Serbie-Monténégro, a regretté à ce sujet que la Serbie soit tout particulièrement pénalisée dans le processus de rapprochement avec l'UE en raison de son image défavorable et nationaliste dans les opinions publi-

Le point sur... Le Sommet de Thessaloniki

Lors du **Sommet de Thessaloniki**, qui s'est tenu en 2003, l'Union Européenne a réaffirmé son soutien aux états des Balkans de l'Ouest en leur promettant des perspectives européennes dès que les critères de Copenhague seront respectés. Le processus de rapprochement proposé par l'UE est celui menant à la conclusion des Accords de Stabilisation et d'Association.



ques européennes. Or, selon **M. RADOMIROVIĆ**, Journaliste auprès de l'indépendant serbe News Editor B92, le nationalisme en Serbie n'est pas ce qui touche le plus gravement le pays. D'autres préoccupations, bien plus concrètes comme les moyens de subsistance des Serbes, occupent aujourd'hui l'espace médiatique et familial. La perspective européenne devrait néanmoins permettre de lutter contre les nationalismes, du moins si une meilleure communication et une information plus impartiale est soutenue par l'UE en Serbie, comme dans les Etats-membres. Cela passe naturellement par un budget dédié significativement plus important, d'autant que la Communication est aujourd'hui l'un des trois piliers fondamentaux de la politique d'élargissement, selon Olli Rehn, Commissaire Européen à l'élargissement. Le risque d'un réveil des nationalismes dans les Balkans de l'Ouest est cependant réel, selon **M. KULLASHI**, maître de Conférence en philosophie à Paris VIII. Il importe pour éviter cela de résoudre au plus vite les problèmes de statut de toutes ces régions. Car ces questions sont encore abordées avec une forte composante émotionnelle, a remarqué **Mme HARTMAN**, Ministre plénipotentiaire, Ambassade d'Autriche à Belgrade. Et malgré le soutien presque unanime de la population serbe à une meilleure coopération avec l'UE, les hommes et femmes politiques ne peuvent l'ignorer. Le déblocage de ces points sensibles, qui impliquent tous l'UE d'une façon très directe, nécessite au plus vite une communication plus accrue, afin de lever les incompréhensions, et d'offrir donner aux populations, et non plus aux seuls politiques, des contreparties bien visibles aux changements parfois douloureux causés par les réformes.

En conclusions, les intervenants de la dernière table ronde, **Mme GABRIĆ**, Conseillère du Président de Slovaquie, **M. SOLIOZ**, Executive Director de l'Association Bosnia and Herzegovina 2005, **S.E.M WOLTE**, Ambassadeur, et **M. JANJIC**, Coordinateur du Forum Serbe des Relations Ethniques, ont tous regretté l'impact injustifié que pourrait avoir la crise interne de l'Union sur le processus de rapprochement avec les Balkans de l'Ouest. **S.E.M. WOLTE** a même noté que ces hésitations absurdes touchaient en premier lieu

Le point sur... Le Processus et les Accords de Stabilisation et d'Association

Le **Processus de Stabilisation et d'Association** (pSA), né du Sommet de Zagreb en 2000, est une stratégie de transition élaborée par l'Union Européenne pour les pays des Balkans de l'Ouest. Elle consiste à offrir à la Croatie, Serbie-Monténégro, ARY Macédoine, Bosnie Herzégovine et Albanie des perspectives d'adhésion de plus en plus claires à mesure que ces pays effectuent les réformes économiques et politiques nécessaires à l'intégration de l'acquis communautaire. Le rythme du pSA étant modulable, les pays peuvent choisir d'accélérer leurs perspectives d'adhésion. En ce sens, le pSA est une expression typique du *soft power* sur lequel peut s'appuyer l'Union. La coopération régionale est également un élément-clé du pSA, ainsi que le respect des droits des minorités. Le bon déroulement du pSA aboutit à la signature d'un Accord de Stabilisation et d'Association avec l'UE (ASA), qui a une véritable valeur politique. Le ASA conclut la mise en œuvre progressive d'une zone de libre échange avec l'UE, et oriente le pays signataire à un rapprochement au sens large du terme avec l'UE, vers le statut de Candidat à l'adhésion.

Le point sur... L'Initiative Centreuropéenne

Fondée en 1989, quelques jours après la chute du Mur de Berlin à partir d'un noyau de quatre états – Italie, Autriche, Hongrie et Yougoslavie, l'**Initiative Centreuropéenne** s'est agrandie au fil des ans et compte aujourd'hui 17 Membres. L'objectif fondamental de cette organisation est le rapprochement des pays d'Europe Centrale, du Sud-Est et de l'Est, dans la perspective d'une adhésion à l'UE. L'Initiative Centreuropéenne assiste et soutient ses Etats-membres dans leur processus de préparation dans les domaines économiques, humains et institutionnels. Elle encourage les transferts de know-how, de technologie, vise à faciliter les échanges commerciaux et les investissements, et promeut la recherche scientifique et les avancées dans la société civile.

les Etats fondateurs de l'Union, cependant que les nouveaux Etats-membres, plus dynamiques, se montrent désormais même les plus fidèles aux principes fondamentaux de l'Union. L'Autriche, qui prend en 2006 la présidence de l'Union, pourra vraisemblablement puiser dans cette énergie nouvelle pour convaincre et lever bien des incompréhensions... Les défis sont nombreux, mais l'Union doit les relever. Et il pourrait y avoir urgence à cela... **M. JANJIC**, revenant sur les problèmes aux Kosovo, a insisté sur le niveau explosif de violence interethnique dans cette province serbe, et sur la déformation du prisme de certains médias occidentaux. Le poids de la responsabilité collective de la minorité serbe du Kosovo, harcelée par les Albanais du Kosovo qui souhaitent l'indépendance ou le rattachement à l'Albanie, est selon lui, exagéré, et ne justifie pas les nombreuses violences. Une chose est sûre : dans les Balkans de l'Ouest, le degré de stabilité est quel-

que part lié à l'implication politique, et pas seulement militaire de l'Union Européenne. De même, le *soft power* distillé par l'Union, est indispensable aux réformes, y compris constitutionnelles, des états de la région. Un recul ou un ralentissement dans la dynamique d'intégration ou dans les perspectives offertes aux états des Balkans lors du Sommet de Thessaloniki pourrait dès lors être la source de dangereux contre-coups.

* * *

Le point sur... L'avancée des relations entre l'Union et les états des Balkans



Croatie :

La Croatie a le statut d'**Etat Candidat** depuis juin 2004. Cependant, l'ouverture des négociations d'adhésion, initialement prévues au début de 2005, a été reportée en raison du manque de collaboration des autorités croates avec le Tribunal Pénal International. Des questions relatives au retour des réfugiés (notamment serbes de la Krajina) restent par ailleurs en suspens.



Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM)

La Macédoine a signé en 2001 les **Accords de Stabilisation et d'Association** avec l'Union Européenne ouvrant la voie au statut d'Etat candidat dans le cadre du Pacte de Stabilisation d'Europe du Sud Est. La Macédoine a en outre déposé en 2004 sa candidature à l'UE, laquelle doit encore être examinée par la Commission Européenne. Des questions relatives à la modernisation des services publics et à la lutte contre la corruption restent néanmoins encore en suspens.



Serbie-Monténégro

La Serbie-Monténégro a débuté le **Processus de Stabilisation et d'Association**, et devrait bientôt pouvoir négocier les Accords de Stabilisation et d'Association dans le cadre du Pacte de Stabilité d'Europe du Sud Est. La Commission a en effet émis un avis positif sur la question, suite à une étude de faisabilité approuvée par le Conseil de l'Europe. Parmi les questions délicates : le statut du Kosovo et du Monténégro –un référendum devrait être organisé en 2006 sur l'indépendance du Monténégro-, la coopération avec le TPIY et les réformes économiques.



Bosnie-Herzégovine

L'Union Européenne a décidé en 2004 d'un **Partenariat Européen** avec la Bosnie-Herzégovine. Bien que la perspective d'un jour adhérer à l'UE ait été formulée lors du Sommet de Thessaloniki, il n'existe à ce jour aucun contrat régissant le rapprochement des relations UE-BiH. L'ouverture d'un Processus de Stabilisation et d'Association avec l'UE est cependant fortement soutenue par le Commissaire à l'élargissement M. Olli Rehn. L'engagement croissant de l'UE en Bosnie est pour le moment surtout visible dans le domaine militaire. Lors des Sommet de Copenhague (2002, UE) et d'Istanbul (2004, OTAN), il fut ainsi décidé que l'EUROFOR (UE) prendrait la relève de la SFOR (OTAN). L'opération Althéa, menée par l'EUROFOR a donc débuté au début de l'année 2005, avec pour objectif le maintien de la paix et la lutte contre le crime organisé et la corruption.



Albanie

Les relations contractuelles entre l'Albanie et l'UE sont régies par un **Accord de Coopération Economique et Commerciale** signé en 1992. Depuis 2000, l'Albanie est également entrée dans un Processus de Stabilisation et d'Association avec l'UE, mais ses efforts en la matière sont restés très limités.

www.oefz.at

Quelques liens utiles



Le Courrier des Balkans

Le Courrier des Balkans est une association française à but non lucratif qui s'est donnée pour but de développer des solidarités professionnelles avec les journalistes des Balkans. Elle a pour vocation principale de traduire les articles publiés dans la presse des pays de l'Europe du sud-est.

www.balkans.eu.org



Regards sur l'Est

Publie des articles sur l'Europe de l'Est. Participations de chercheurs et de grands journalistes.

www.regard-est.com



EUROPA

Europa Gateway est le site d'information de l'UE. Des dossiers spéciaux sont consacrés aux Balkans de l'Ouest, et notamment:

www.europa.eu.int/comm/external_relations/sec

www.europa.eu.int/comm/enlargement



Initiative Centreuropéenne

visé à rapprocher les états d'Europe Centrale, Orientale, et du Sud-est dans la perspective d'une intégration européenne.

www.ceinet.org



Bosnia and Herzegovina 2005

Organise une conférence internationale sur les Balkans de l'Ouest les 20 et 21 octobre 2005 à Genève

www.bosnia2005.org



B 92 News Editor

Journal indépendant serbe, qui s'est notamment illustré pendant la guerre de Bosnie pour son impartialité. Un article sur la Conférence de Opatija a également paru début juillet (cf. link)

www.b92.net

www.b92.net/info/vesti/index.php?yyyy=2005&mm=07&dd=04&nav_id=171966

www.oefz.at